

*Les subsides*

J'ai dit à quel point le parti libéral avait négligé les affaires du pays au cours des quinze dernières années et comment les libéraux avaient trahi non seulement le Canada, mais encore les Canadiens et le monde entier. Plutôt que d'être un pays de 24 millions d'habitants en possession tranquille des vastes ressources d'un demi-continent, plutôt que d'être un pays qui soit une source de capitaux pour le monde, une source d'énergie, une source mondiale de denrées alimentaires, plutôt que de donner, nous prenons. Je crois que nous serons sévèrement jugés là-dessus. Le Canada compte 24 millions d'habitants qui disposent de vastes ressources, et s'il en est ainsi, c'est bien parce que nous avons les États-Unis comme voisin. Si le Canada était situé aux frontières de la Chine, de l'Inde ou de la Russie, il y a belle lurette que ces pays l'aurait annexé. Nous ne savons pas exploiter les ressources dont nous avons légalement et internationalement la jouissance. Que le gouvernement se le tienne pour dit.

Cela n'a pas toujours été le cas. C'est en pensant à ce qui se passait il y a quinze ans qu'on se rend compte à quel point nous avons perdu du terrain. Il y a quinze ans, nous avions une dette nationale de quelque 13 milliards. Nous venions de traverser une terrible dépression suivie d'une guerre mondiale dans laquelle 40,000 de nos compatriotes avaient donné leur vie pour sauver notre liberté et notre système économique. Ils se sont battus pour que nos jeunes aient la possibilité d'exceller, de travailler et d'améliorer leur situation et celle des générations futures.

Nous avions un déficit annuel nul. A cette époque, les budgets étaient équilibrés. Nous n'avions pas la dette de 30 milliards que nous avons maintenant. Cependant, malgré cette faible dette nationale et ces budgets équilibrés, l'assurance-hospitalisation protégeait ceux qui devaient être hospitalisés, le régime d'assurance-santé remboursait les honoraires des médecins. Des dizaines de milliers de diplômés sortaient des établissements d'enseignement postsecondaire. En 1968, l'économie produisait dix emplois pour chaque diplômé de nos universités et collèges. De plus, nous avions la sécurité de la vieillesse pour nos personnes âgées, un régime qui était juste, et les allocations familiales pour les mères ayant de jeunes enfants. Le taux d'inflation était suffisamment faible pour qu'un homme ou une femme puisse travailler 25 ou 30 ans et économiser un peu chaque année. Ils pouvaient ainsi se constituer une retraite pour leurs vieux jours. Tant que les taux d'inflation étaient faibles, c'était possible. Mais où en sommes-nous maintenant, monsieur le Président? Jusqu'en 1968, notre attitude était positive. Nous construisions une nation grâce à nos richesses naturelles.

Avant le repas, je disais que les richesses naturelles ne représentent rien tant qu'elles ne sont pas exploitées. Elles ne peuvent être utiles que si nous laissons des particuliers ou des sociétés qui ont de l'initiative les mettre en valeur. Ces gens-là sont capables de transformer les sables bitumineux en une richesse. Le pétrole des sables bitumineux est là depuis des millions d'années; il ne valait rien pour personne jusqu'à ce que commence l'entreprise Syncrude. Les forêts ne valent rien si les arbres restent là. Une fois qu'ils sont abattus, transformés en bois d'œuvre et utilisés pour construire des maisons, ils permettent d'assurer des emplois et une infrastructure, et nos jeunes peuvent travailler. Au niveau international, nous étions respectés parce que nous faisons notre part. Nous étions une source de denrées alimentaires, d'énergie et de capital. Mais il

n'en est plus ainsi, aujourd'hui. Nous faisons notre part dans le domaine de la défense internationale.

Nous voici 15 ans plus tard. Nous connaissons les difficultés que j'ai mentionnées non pas à cause du peuple canadien, non pas à cause de notre constitution, mais bien en raison de politiques délibérées du gouvernement qui ont été formulées par le cabinet, présentées à la Chambre et adoptées par celle-ci, la plupart du temps après imposition de la clôture. Ces politiques ont été adoptées grâce à la collaboration active des députés du Nouveau parti démocratique lorsque les libéraux constituaient un gouvernement minoritaire; à l'heure actuelle, la majorité gouvernementale suffit. Les députés votent jour après jour ces motions de clôture et ils adoptent n'importe quel projet de loi, que ce soit un pouvoir d'emprunt de 14 milliards de dollars ou des projets de loi qui ne reflètent en rien les besoins réels de la nation.

Aujourd'hui, la dette nationale, si l'on ajoute celle des sociétés de la Couronne et les passifs de la Couronne, dépasse 200 millions de dollars. L'intérêt sur cette dette, qui ne contribue en rien à rembourser le principal, représente le tiers des recettes fiscales. Nous imposons tout le monde et le gouvernement empoche. Mais nous donnons le tiers de ces recettes à quelqu'un, souvent un étranger, assez riche pour prêter au gouvernement. Les riches s'enrichissent davantage. Le Canada compte maintenant une petite classe de gens incroyablement riches, et ceux qui n'ont pas les moyens de prêter au gouvernement s'appauvrissent de jour en jour. Nous attendons toujours les programmes qui s'imposent. Comme le service de la dette représente le tiers des dépenses, le gouvernement ne dispose pas d'argent pour mettre des programmes sur pied ou pour mettre les ressources en valeur afin de donner du travail aux jeunes.

● (1520)

Le déficit annuel s'élève maintenant à 31 milliards de dollars, soit 1.5 milliard par mois. Dire qu'en 1968, les budgets étaient équilibrés. Les programmes, en 1968, étaient entièrement financés par les recettes fiscales. Si nous avons un déficit aujourd'hui, c'est que le gouvernement a continué d'offrir des programmes sans toutefois augmenter les impôts, préférant accroître la dette. Comme nous le savons, les jeunes se rendent compte de plus en plus qu'ils auront à payer la note. Un déficit constitue réellement une hypothèque sur l'avenir. Jamais, monsieur le Président, vous et moi n'agirions de la sorte dans nos propres affaires, nous n'imposerions un fardeau semblable à nos enfants. Nous voulons pouvoir dire avec fierté, à la fin de nos jours, que nous avons pu nous tirer d'affaire et laisser à nos enfants et à nos petits-enfants de quoi avoir une vie meilleure.

Voilà sans aucun doute l'attitude du parti conservateur, non pas celle des néo-démocrates ou des libéraux. Ces derniers ont opté pour une politique de cupidité: retirons tous les avantages de ces programmes aujourd'hui et laissons les générations futures en assumer le coût et pourvoir à leur avenir. Autant dire qu'ils ne songent pas du tout à demain.

Qu'est-ce que le gouvernement a donc fait pour le système d'enseignement postsecondaire? L'université forme les étudiants, dix diplômés pour chaque emploi. Le gouvernement, par sa politique fiscale, a détruit l'infrastructure économique nécessaire à la mise en valeur des ressources et à la création d'emplois pour les jeunes. Les personnes âgées sont inquiètes,